

L'HUMANITE ROUGE

PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE

VERSAILLES Les vraies questions absentes

Pendant trois jours, les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept plus grands pays capitalistes occidentaux se sont réunis à Versailles pour confronter leurs politiques et tenter de dégager des pistes d'actions communes pour faire face à la crise économique.

Plus que le communiqué final, ce sont les mesures qui seront prises dans les prochaines semaines qui montreront les résultats de ce sommet annuel. Car le communiqué ressemble plus à une mosaïque de bonnes intentions qu'à un programme d'action.

Sur le plan économique, il est aussi bien question de l'accroissement de la croissance et de l'emploi, que de la réduction de l'inflation et des taux d'intérêts qualifiés d'«insupportables», comme si ce n'était pas de manière délibérée que les USA ont depuis des mois mis en œuvre cette politique pour assainir leur économie et reporter le poids de leur crise sur les pays européens.

En ce qui concerne les questions monétaires, il est question d'une coopération plus étroite pour travailler à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international, objectif bien général, ne comportant aucun engagement de la part des USA par rapport à la façon dont ils utilisent les changes flottants.

Dans les relations avec l'URSS et les pays de l'Est, le communiqué prévoit de limiter les crédits à l'exportation, de gérer avec prudence les relations financières et de faire le point tous les six mois. Tout cela reste bien général et vague.

Le seul point un peu plus précis concerne l'acceptation de négociations globales entre le Nord et le Sud et l'acceptation de prendre comme base le projet de résolution du groupe des 77. Mais ces intentions sont affirmées «sous réserve que l'indépendance des institutions spécialisées soit garantie», c'est-à-dire que ne soit pas remis en cause le pouvoir de décision des grands pays capitalistes dans celles-ci.

Le texte du communiqué commun est présenté comme un texte de compromis satisfaisant tout le monde, à moins qu'il ne satisfasse personne et passe à côté des vrais problèmes.

Comment ne pas être choqués, en effet, par les fastes et les sourires de la grandiose soirée de clôture de dimanche soir, quand on sait qu'il y a aujourd'hui 25 millions de chômeurs dans les pays occidentaux et des centaines de millions dans le Tiers Monde, que les dettes du Tiers Monde s'accumulent auprès des pays riches, que le temps d'un feu, d'artifice des centaines d'enfants y sont morts de faim, que Mme Thatcher, avec le soutien des six autres pays, mène la guerre impérialiste aux Malouines, qu'Israël, officiellement condamné par les sept - mais au fait d'où viennent les armes? - envahit le Liban pour exterminer la résistance palestinienne.

Voilà quelques-unes des vraies questions, bien absentes du communiqué commun. C'était pourtant celles des travailleurs des pays capitalistes et des peuples et pays du Tiers Monde luttant pour un nouvel ordre économique international. Mais ce sommet était visiblement destiné à définir les meilleurs moyens pour perpétuer l'impérialisme.

Pierre BAUBY

AGRESSEURS ISRAELIENS HORS DU LIBAN!

Le gouvernement de Begin, avec l'appui des travaillistes, vient de se livrer à une nouvelle agression meurtrière contre les peuples palestinien et libanais. Des centaines de morts sont à dénombrer, victimes des bombardements sur Beyrouth et le Sud-Liban. Cette agression est d'une ampleur beaucoup plus importante que celles qui ont eu lieu ces dernières années contre le Liban; il s'agit d'une véritable guerre. Il semble que le but en soit la tentative d'élimination de toute présence palestinienne du Sud-Liban et l'occupation de cette partie du territoire libanais. Voici des mois qu'une telle opération se préparait. Déjà, à la veille du voyage de Mitterrand en Israël des concentrations de troupes avaient été opérées à la frontière libanaise.

Il y a peu de temps, le gouvernement Begin se livrait à une répression sauvage contre les Palestiniens des territoires occupés; aujourd'hui, il fait bombarder leurs frères réfugiés dans les camps du Liban. Derrière cette logique terroriste, il y a la volonté politique de détruire la résistance d'un peuple qui, chassé de son pays, n'a jamais cessé de lutter pour que son droit à un Etat lui soit reconnu. Refusant tout droit à l'existence du peuple palestinien, les gouvernements israéliens n'ont d'autre issue que la fuite en avant dans les agressions, dans l'engrenage de la bar-

barie. Ils voudraient que les Palestiniens cessent d'exister en tant que peuple, que ceux de l'intérieur acceptent d'être étrangers chez eux, que ceux de l'extérieur renoncent à un pays et acceptent leur survie dans les camps de la diaspora. Mais il s'agit là d'un rêve de colonialiste. Voici plus de trente ans que le peuple palestinien a continué à affirmer son existence et il continuera. En commettant crimes sur crimes, en poursuivant sur cette voie, les gouvernements israéliens font s'accumuler une gigantesque haine parmi les peuples arabes qui, tôt ou tard, explosera. Pour stopper cet engrenage, il n'y a qu'une alternative: la reconnaissance du droit du peuple palestinien à un Etat et l'ouverture de négociations en ce sens avec l'OLP. Il n'y a pas d'autre solution pour la paix.

Ceux qui, en Israël, s'opposent à la politique de leurs gouvernements sont les vrais défenseurs des intérêts de la population juive; en montrant clairement que l'on peut être Juif et refuser les agressions israéliennes, ils jettent les bases de l'amitié entre Juifs et Arabes.

Par delà la négation des droits du peuple palestinien, la politique agressive israélienne met également gravement en danger la paix mondiale. Israël constitue une tête de pont pour la présence américaine dans cette région du monde et, en dépit de

quelques réprobations verbales, est sûr de bénéficier du soutien politique et matériel des USA. De leurs côtés, et en l'absence de politique européenne conséquente, les pays arabes et les Palestiniens sont contraints de se tourner vers l'URSS qui voit ainsi l'occasion de renforcer sa présence au Moyen-Orient. Dans ces conditions, on ne peut exclure qu'un jour un nouveau conflit mondial parte de la poudrière moyen-orientale.

Face à cette situation, la politique du gouvernement français est négative à bien des égards. Les commentateurs ont pu noter, à l'occasion des derniers événements, les hésitations de Mitterrand. La visite effectuée en Israël, le refus de reconnaître l'OLP, de condamner fermement les agressions israéliennes ont déjà beaucoup nui aux relations de la France avec les pays arabes.

Aujourd'hui, plus que jamais, s'impose la nécessité de sanctions économiques et politiques allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques avec Israël pour contraindre le gouvernement Begin à reculer et l'isoler sur la scène internationale; s'impose aussi un soutien effectif au Liban et au peuple palestinien agressés. C'est en tout cas en ce sens-là que nous agissons.

Pierre BURNAND

MANIFESTATION

Jeudi 10 juin

à 18h

de République à la Nation

Pour la liberté d'expression contre tous les racismes

COPERNIC, IL Y A 18 MOIS...

Depuis :
Une mosquée plastiquée à Romans.
Agression armée contre un jeune Maghrébin à Sisteron.
Violences contre des jeunes d'origine maghrébine à Aix.
Incendie criminel dans un taudis d'immigrés de la Goutte d'Or : trois morts.
Attentat à l'explosif contre la voiture d'un travailleur algérien à Avignon.
Campagnes de haine anti-arabe et anti-juive.
Des librairies mises à sac et brûlées.

La liste est longue...

Cette situation nous inquiète et nous inquiète.
Il n'y a pas de vie démocratique là où la liberté d'expression est menacée.
là où l'intolérance prévaut, là où le racisme tue.
Contre le retour des idéologies et pratiques nazies.
Contre toutes les formes de racisme.
Pour une France libérée des discriminations, des haines et des violences.

Venez nombreux à la

RÉUNION PUBLIQUE
VENDREDI 11 JUIN 1982, à 19 h. 30

au CENTRE UNIVERSITAIRE D'ASSAS - 90, rue d'Assas, Paris-6^e
(métro : Port Royal, Luxembourg, Vavin)

Sous la présidence du professeur Albert JACQUARD
Chef du département de génétique des populations à l'INED

Orateurs :

Jacques LAMBALAI, secrétaire général adjoint de l'Association Henri Curiel
Albert LEVY, secrétaire général du Mrap

Henri NOGUERES, président de la L.D.H.
George PAU-LANGEVIN, vice-présidente du Mrap
Madeleine REBERTIUX, vice-présidente de la L.D.H.

A l'appel du
Mouvement contre
le racisme et
pour l'amitié entre
les peuples (MRAP),
de l'Association
Henri Curiel,
de la Ligue des
Droits de l'homme.

INEGALITÉS : DE PERE EN FILS

Selon une étude de l'INSEE à propos de « la transmission du statut social sur deux ou trois générations », basée sur les résultats d'une enquête de 1977 et centrée sur les hommes âgés de 40 à 59 ans, « les

chances d'accéder aux catégories les plus favorisées sont d'autant plus fortes et les risques de se trouver dans les catégories les plus modestes d'autant plus faibles que le niveau d'origine sociale est élevé ».

Pour les professions libérales et cadres supérieurs, la proportion de fils

dans la même catégorie que leur père est de 52,4%, pour les ouvriers cette proportion est de 56,6%. Au niveau des catégories intermédiaires, la mobilité est beaucoup plus importante : occupent la même position sociale que leurs pères seulement 10,7% des fils d'employés et

29,9% de ceux des cadres moyens.

On observe donc une forte tendance à l'immobilité aux deux pôles de la hiérarchie sociale : les petits-fils d'ouvriers sont eux-mêmes ouvriers dans 51,5% des cas.

L'INSEE constate aussi « la forte liaison entre l'origine sociale et la formation, d'une part, la dépendance, d'autre part, entre cette formation et la position sociale ».

« L'influence du milieu d'origine — poursuit l'INSEE — ne joue pas seulement au moment de la formation mais persiste tout au long de la vie active. »

Sur quatre générations, comprises entre 25 et 64 ans, la réduction des inégalités est « beaucoup moins probante » dans l'enseignement supérieur que dans le secondaire : 57% des fils des professions libérales — cadres supérieurs dont les parents ont un diplôme universitaire — sont eux aussi diplômés. Lorsqu'il s'agit des fils d'ouvriers, le pourcentage chute à 1,7%.

pées autour de Max Thoret, un des fondateurs de la FNAC, auraient l'intention de racheter le quotidien du soir de Hersant.

Thoret se rendrait acquéreur du titre France-soir, sans acheter la société dans son ensemble. Hersant garderait donc l'imprimerie de la Plaine-St-Denis, où est fabriqué le journal, ainsi que France-soir Magazine et les petites annonces. Grâce à ce contrat, Hersant rembourserait une partie des 90 millions de dettes de son journal. Thoret en est à l'évaluation du prix d'achat. Son groupe se place « dans la perspective qu'il existe, à Paris, de la place pour un grand quotidien populaire et libéral ».

REMOUS DANS LES CARAIRES

La SOFIRAD, organisme d'Etat, actionnaire de radios périphériques, vient de prendre le contrôle de Radio Caraïbes Internationale, station qui émet sur toutes les Antilles. Jusqu'alors cette station appartenait à des proches du RPR, le publicitaire Robert Augier et Jacques Dauphin, patron de la célèbre société d'affichage. L'ambition de la SOFIRAD est de créer une chaîne de télévision locale émettant en direction de la Martinique et de la Guadeloupe. Un tel projet aurait l'avantage de drainer la publicité de France-Antilles, seul quotidien local et propriété de Hersant. Par ailleurs, FR3 Martinique et Guadeloupe va accepter la publicité ! La vie va être dure pour la presse Hersant. On dit que Rousselet, directeur du cabinet Mitterrand, principalement chargé d'information, a supervisé l'affaire en personne.

ATTENTAT CONTRE LA CNL

Dans la nuit du 4 au 5 juin, deux engins incendiaires étaient lancés contre les locaux de la Fédération de Paris de la Confédération nationale du Logement, provoquant un début d'incendie. Les tracts retrouvés sur les lieux de l'attentat revendiquent aussi l'agression dont a été victime, le 1^{er} juin, M. Chevalier (président de la Fédération de Paris de la CNL).

Rubrique réalisée par
Léon CLADEL

Repères économiques

INDUSTRIE DU BOIS : COUPE SOMBRE DANS LES EFFECTIFS

La firme ROL S.A. se restructure et prépare 500 suppressions d'emplois. Avec une production de 651 600 mètres cubes de panneaux de particules et 214 600 mètres cubes de contre-plaqué en 1981, ROL S.A. est dans les premiers rangs des producteurs européens et le numéro un du marché français où elle représente 45% de la production française de contre-plaqué, 53% de la production de panneaux de particules, 11% de la consommation de bois de trituration et 15% de la consommation de bois d'œuvre de la forêt des Landes. Il y a quatre mois, une vaste restructuration dans la filière bois s'était traduite par le rapprochement des sociétés Rougier, Bois déroulés Océan et Landex au sein de la société Rougier-Océan-Landex (ROL S.A.). Ce trust emploie 4 000 travailleurs au sein de 14 unités de production. Il prévoit la concentration de certaines de ses activités et établit un plan d'investissements de pas moins de 30 millions de francs. Ainsi, en contre-plaqué exotique, les activités vont être concentrées sur trois usines et l'unité de Niort/Saint-Symphorien, qui emploie 143 personnes, va être arrêtée. Au total, ce sont 500 suppressions d'emplois prévues. En outre, à moyen terme, l'on dit que les effectifs du trust pourraient passer de 4 000 à 2 737 travailleurs.

CRISE

DANS LES FIBRES CHIMIQUES

Dans le secteur des fibres chimiques, frappé par une grave crise de surproduction du capital, les ex-

perts évaluent à 500 000 tonnes la réduction nécessaire des capacités productives sur le plan européen. La production européenne s'est élevée à 3 millions de tonnes en 1981.

Déjà, depuis le programme de restructuration établi par la Communauté économique européenne (CEE) en 1977, la capacité de production a été réduite de 23% au total dans la CEE. Le Bénélux a diminué ses capacités de 23%, la Grande-Bretagne de 41%, la France de 40% et l'Allemagne de l'Ouest de 22%. Seule, l'Italie a augmenté la sienne de 8%, passant outre l'accord passé avec les 11 principaux producteurs européens en 1977.

Aujourd'hui, la nouvelle politique de réduction préconisée par Bruxelles ne se fait pas sans réticences de la part de certains pays, comme l'Italie notamment. En fait, cela reflète le développement d'importance inégale des trusts des différents pays européens d'une part et d'autre part l'aiguillage des contradictions entre ces derniers. Il est vrai que SNIA Fibre, filiale fibres chimiques de SNIA Viscosa, a réalisé en 1981 un bénéfice d'exploitation de 37 milliards de lires (170 millions de francs) sur un chiffre d'affaires de 440 milliards de lires (2,2 milliards de francs). De même, l'on voit à Bruxelles d'un mauvais œil le plan textile français nouvellement élaboré prévoyant des contrats d'allègement des charges : on craint par là que cela n'encourage des investissements dans des secteurs tels les fibres chimiques en surcapacité au plan européen et que les trusts français soient plus compétitifs et hésitent de ce fait à accepter de nouvelles coupes dans les capacités de production.

Il n'en reste pas moins que l'exacerbation de cette concurrence internationale et les nouvelles réductions des capacités envisagées vont devoir passer par de nouvelles restructurations et concentration du capital avec son corollaire : les compressions du personnel.

Rubrique réalisée par
Catherine LEMAIRE

CHOMEURS, ON S'OCCUPE DE VOUS!

A compter du 1^{er} juin, les chômeurs doivent acquiescer une cotisation d'assurance maladie sur leurs allocations de chômage. Cette mesure a été annoncée le 10 novembre dernier par le ministère de la Solidarité nationale.

MARSEILLE : PLASTICAGE D'UN LOCAL CGT

Dans la nuit de mercredi à jeudi une explosion a sérieusement endommagé le local syndical de la CGT à la Caisse primaire centrale d'Assurance maladie de Marseille. C'est une importante charge de dynamite qui a provoqué le sinistre. Pour la CGT : « Ce lâche attentat s'inscrit dans les événements qui ont secoué la caisse, et particulièrement la mort de René Lucet. Il est le fait de ceux qui craignent que la CGT fasse la clarté sur ces événements. »

FRANCE-SOIR QUITTERAIT L'EMPIRE HERSANT

Rumeurs autour de l'empire Hersant. Il était depuis plusieurs mois question que France-soir devienne un grand journal « populaire et de gauche ». Plusieurs personnes regrou-

«PCML-flash» et «TRAVAILLEURS» remplacent «L'HUMANITE ROUGE»

Nous avons annoncé, dans notre précédent numéro, les transformations du système de presse du parti qui éclatera en plusieurs publications : feuilles politiques de riposte, brochures d'agitation et de réflexion, feuilles locales et régionales..., PCML-Flash et une publication mensuelle intitulée *Travailleurs*.

Nous avons souligné la contradiction dans laquelle se trouve la presse d'opinion ces dernières années : d'un côté, les moyens d'expression écrits et audiovisuels sont démultipliés, de l'autre il y a élimination de fait de l'expression de certains courants et forces populaires au profit des grands médias et des trusts de l'information. Paradoxe des plus dangereux pour l'expression démocratique dans le pays.

Toute la presse d'opinion est touchée par ce phénomène, elle est en recherche pour regagner en lecteurs et en impact, pour se faire une place neuve, pour s'adapter. Quelques mois après le 10 mai, le Parti socialiste a été contraint d'abandonner son expérience de presse quotidienne et *Combat socialiste* a cessé de paraître; *Franc-Tireur* est mort-né; *Tumulte* et d'autres périodiques expérimentent de nouvelles formules.

Quant à nous, il nous faut nous exprimer autrement pour que se maintienne l'expression politique du Parti.

PCML-Flash et *Travailleurs* seront les instruments nouveaux de ce combat, en pleine continuité de notre *Humanité rouge*, de sa ténacité à exprimer, 13 années durant, l'opinion du parti et à organiser l'action au service des travailleurs.

QUE SERA «PCML-FLASH»?

PCML-Flash doit permettre une réponse au tac au tac à l'événement et fournir notre commentaire, complétés par des informations exceptionnelles et sur l'activité du parti. Breveté, rapidité, largeur de la diffusion, telles en seront les exigences qui répondent à la nécessité de rompre le mur du silence des médias et de faire connaître les points de vue du parti au-delà de son impact militat.

PCML-Flash, feuille 21x29,7 imprimée recto-verso, débutera modestement par une périodicité hebdomadaire, puis gagnera en périodicité, deux à trois fois ensuite, l'important étant l'élargissement de la connaissance et de l'impact des points de vue du parti dans les rangs ouvriers et populaires.

Le prochain *Humanité rouge* —édition de 16 pages, paraissant le 23 juin— publiera un PCML-Flash à titre d'exemple. En juillet également, les abonnés de *L'Humanité rouge* recevront plusieurs PCML-Flash, bancs d'essai de la nouvelle formule.

QUE SERA «TRAVAILLEURS»?

Travailleurs sera mensuel, et du coup différent de notre hebdomadaire actuel nécessairement plus en prise directe sur l'actualité. Mais l'exigence politique reste la même : être au service des travailleurs, de la classe ouvrière du pays, des peuples du monde. *Travailleurs* : ce titre indique une référence fondamentale, un souci constant, la raison d'être première du combat des communistes. Voilà pourquoi nous l'avons retenu.

Il implique trois tâches constantes de la presse communiste : l'enquête, l'étude et la recherche, l'action. Tâches constantes, et combien d'actualité!

Enquêter sur la réalité de notre société et en révéler tous les aspects contradictoires, connaître l'histoire d'une question, rassembler les données objectives d'un problème, aller sur le terrain auprès des travailleurs et observer les faits de leur point de vue, interroger non pas seulement une ou deux personnes, mais des dizaines d'acteurs du mouvement ouvrier, responsables et travailleurs, tel est le B.A. BA de l'attitude communiste, de la presse communiste. Continuer à agir dans ce sens sera une préoccupation majeure.

Comme celle de l'étude, de la réflexion collectives et de la discussion. Situées au cœur du mouvement ouvrier et populaire, nous sommes, nous aussi, saisis des interrogations qui sont siennes. Notre *Travailleurs*, se devra d'en être l'écho, de rendre compte des recherches et des réflexions, des points de vue d'autres militants du mouvement ouvrier et populaire, de ses organisations et associations, concernant la mobilisation, l'unité, la lutte pour la paix, contre l'impérialisme et les deux superpuissances, pour le socialisme nécessaire pour la France... tout en exposant et en argumentant nos propres points de vue de parti. Plutôt que de réaliser une tribune risquant d'être étriquée et tournée sur nous-mêmes, il s'agit de traduire par la presse communiste l'ouverture sur les enjeux-clés du mouvement ouvrier et de contribuer à sa discussion et à sa réflexion.

Tous ces efforts visent à l'action, l'action des communistes et l'action des travailleurs... et ce faisant, *Travailleurs* s'efforcera, dans les conditions politiques et matérielles d'aujourd'hui, de continuer ce qui a été entrepris avec *L'Humanité rouge* il y a plus de dix ans et d'élever notre capacité combative au service des travailleurs.

Premier numéro de *Travailleurs* : début septembre.

Camille GRANOT

RACISME HIER ROMANS, AUJOURD'HUI AJACCIO ET DEMAIN ?

A Ajaccio, comme à Romans, le terrain a été préparé par une campagne de presse, puis les tueurs et les poseurs de bombe sont passés à l'action. Tout a commencé à Ajaccio par une violente dispute entre un ouvrier boulanger tunisien et son patron. Mohamed Oukhai avait eu le tort de se mettre en arrêt maladie. C'était le 17 mai. Le soir même, le patron accompagné de son fils entend bien réquisitionner cet ouvrier récalcitrant. Discussion violente. La belle-sœur de Mohamed frappée par l'un des deux boulangers et violemment projetée contre un mur, elle devra rester 5 jours à l'hôpital. Mohamed prend son fusil, tire, blessant les deux hommes. Ce qui en d'autres circonstances serait devenu une banale affaire de légitime défense devient prétexte à une campagne raciste.

Mohamed se constitue prisonnier dès le lendemain. Le boulanger menace la famille : «*Foutez le camp de Corse, il va y avoir des morts!*» Les murs d'Ajaccio se couvrent de graffitis : «*40 Arabes doivent mourir.*» Dans la presse régionale, on trouve dès le 18 des statistiques prouvant «*une forte hausse du nombre de chômeurs étrangers.*» «*La rue Fesch doit être nettoyée*» peut-on lire le 19 dans *Nice-Matin*. La rue Fesch, c'est le quartier où l'on entasse les immigrés dans des conditions de logement déplorables, mais pour *Nice-Matin* c'est le «*quartier*» où l'on note de plus en plus l'invasion d'une petite pègre vindicative. Toujours selon *Nice-Matin*, même si, dans l'affaire de Mohamed «*il n'y a pas eu mort d'homme, il devient urgent de lutter contre tous ces marginaux. Il est indispensable d'épurer la rue Fesch où, la nuit, bien des mines patibulaires rodent.*» Le soir-même, une charge de dynamite explose au 54 de la rue Fesch, deux Tunisiens sont blessés. L'ARC (Armata Rivulizianara Corsa) revendique l'attentat. Le sigle avait déjà été utilisé dans des actions de provocation anti-FLNC. La Consulte nationaliste et le FLNC ont protesté contre un tel acte. Commentaire de *Nice-Matin* : sur «*la saleté et l'insalubrité dans lesquelles vivent la cinquantaine d'immigrés entassés dans trois pièces*» et sur le caractère bénin des blessures. Le 22 mai, Mohamed Tahar, travailleur saisonnier, est blessé d'une balle dans l'épaule tirée d'une voiture. Rien dans la presse. Le 24, *Nice-Matin* lance un deuxième appel au meurtre sous le titre «*La tolérance de la police!*». Ça commence ainsi : «*Les étrangers représentent près d'un tiers de la population active, mais à qui la faute?*», pour se terminer sur «*Faudra-t-il assurer seul sa défense?*» *Nice-Matin* invoque un seuil de tolérance de 8% alors qu'Ajaccio serait peuplé de près de 20% d'immigrés. Le soir-même, Omar Araï, concierge, et Messaoud Ferchichi, menuisier, sont assassinés de plusieurs décharges de chevrotines par des agresseurs en voiture qui réussissent à prendre la fuite.

François Autain, secrétaire d'Etat à l'Immigration, devant la gravité de l'affaire, s'est rendu sur place. Quant à la presse, même si elle a mis un bémol à ses propos racistes, le fond reste le même. «*Les bons étrangers sont ceux qui nous servent*», les autres, «*les marginaux*» écrit le *Provençal*, ceux-là sont les vrais étrangers, à qui l'on devrait dire d'une manière ou

d'une autre, «*Fora!*» (hors de Corse).

Qui se cache derrière le groupe fantôme qui a revendiqué l'attentat? S'agit-il d'un commando d'extrême-droite parachuté du continent, comme le suggère le MRAP? Une chose est sûre la presse locale porte une grande responsabilité dans ces attentats, de par le climat qu'elle a contribué à développer dans l'île, désignant aux tueurs toute une couche de la population. Cette flambée de racisme doit être combattue vigoureusement d'autant plus que l'opposition fait du racisme et de la sécurité son cheval de bataille, notamment pour les municipales comme en témoigne la campagne du Front national notamment à Dreux où il a fait 13% des voix aux

cantonales sur la base d'une campagne violemment raciste.

En écho à tous ces événements, les propos violemment racistes et xénophobes de l'opposition de droite. Plusieurs députés RPR se sont distingués en s'exprimant en langue étrangère à l'Assemblée nationale lors du débat sur la disposition tendant à supprimer l'obligation de s'exprimer en français pour les salariés éligibles comme délégués du personnel. Une telle attitude rappelle celle des ligues fascistes des années 30. Il s'agit du même racisme que celui que l'on a voulu faire régner à Citroën, le racisme des exploités qui rabaisse, qui divise et qui tue.

Léon CLADEL

LIBAN

COMMUNIQUE DE L'ASFA

L'Association de Solidarité Franco-Arabe condamne avec la plus grande force la nouvelle agression israélienne contre le Sud-Liban, sans doute la plus meurtrière depuis l'invasion des pays arabes en juin 1967, déclenchée 15 ans auparavant jour pour jour.

L'Association de Solidarité Franco-Arabe ne peut que regretter les atterroissements des grands de ce monde qui n'ont pas usé suffisamment de leur influence pour mettre en garde Israël contre une nouvelle guerre aux répercussions incalculables pour la paix du monde.

L'Association de Solidarité Franco-Arabe, qui salue la résistance héroïque des Palestiniens et des Libanais contre les envahisseurs, demande à la France et à ses partenaires occidentaux, non seulement de condamner Israël sans équivoque mais de menacer Tel-Aviv de suspendre toutes leurs relations, qu'elles soient économiques, politiques ou militaires, s'il ne cesse pas immédiatement les bombardements et l'occupation du Sud-Liban.

Fait à Paris, le 7 juin 1982

GUADELOUPE

CES EMPRISONNES DONT ON NE PARLE PAS

Depuis le mois de février, deux syndicalistes guadeloupéens sont emprisonnés, sans preuves, dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Max Martin, patron d'une importante plantation. Ils s'appellent Marc Antoine et Alexander. Rappelons les faits tels que les relate *Ja Ka Ta*, journal indépendantiste guadeloupéen.

Le 20 novembre 1981, une grève paralysait les plantations de la SCEFA dont le patron était Max Martin. Les ouvriers revendiquaient de meilleures conditions de travail et la régularité du paiement de leurs salaires. Le 9 décembre 1981, le tribunal devait reconnaître la représentativité de l'Union des travailleurs agricoles aux dépens de Max Martin qui la contestait. Le 15 janvier, l'échec de toutes les négociations conduisait à l'occupation de l'entreprise.

Le 15 février, on retrouvait Max Martin, mort devant chez lui, tué par balle. Auparavant, une explosion avait eu lieu chez un de ses adjoints. Aussitôt, une importante vague de répression allait s'abattre sur les milieux indépendantistes : perquisitions, gardes à vue, brutalités policières. C'est dans ce cadre que Marc Antoine, ouvrier à la SCEFA, et Alexander, militant syndical venu soutenir la lutte, sont arrêtés.

Marc Antoine est emprisonné depuis le 18 février. Il est poursuivi pour «*complicité dans l'utilisation d'un engin explosif en vue de détruire un véhicule appartenant à autrui*». L'accusation se fonde sur les déclarations du propriétaire du véhicule. Marc Antoine nie les faits. Ses demandes de liberté provisoire ont été refusées.

Les seules preuves retenues contre Alexander sont les suivantes : on aurait retrouvé chez lui une marmite identique à celle dont les éclats ont été retrouvés après une explosion. Mais combien de marmites comme celle-là existe-t-il en Guadeloupe? Il aurait porté des vêtements d'une couleur semblable à ceux que portaient le ou les suspects. Mais combien de personnes en Guadeloupe portent des vêtements de cette couleur?

Il apparaît en tout cas qu'il n'existe aucune preuve d'une culpabilité quelconque de ces deux hommes dans le décès de Max Martin. Ils sont un gage de fermeté que le gouvernement français donne aux propriétaires fonciers de la Guadeloupe.

En Guadeloupe se développe un mouvement pour leur libération. Nous en sommes solidaires.

CONFÉRENCE EUROPEENNE DE PARIS SUR LE CAMBODGE

LE BESOIN D'INDEPENDANCE

Souhaitant donner « le point de vue d'un observateur appartenant à la Yougoslavie non-alignée », Léo Mates a rappelé qu'en 1948 déjà, l'Union soviétique avait essayé d'imposer son hégémonie sur son pays. Or, « aucun Etat n'a le droit de se placer au-dessus des autres et de se poser en juge suprême ». Pour cette raison, il est essentiel de condamner l'invasion vietnamienne, toute excuse idéologique devant être rejetée.

Divisés sur le problème cambodgien ou sur certains de ses aspects, des pays non-alignés ont exprimé leur crainte sur la situation au Cambodge avant l'invasion, en particulier sur la rupture du Front uni après la libération anti-américaine de 1975. Aujourd'hui le rapprochement entre les Khmers « rouges » et le prince Sihanouk réjouit beaucoup de ces pays.

La lutte militaire sur le terrain, bien qu'étant primordiale, doit être combinée avec des actions politiques. On en trouve beaucoup d'exemples dans les luttes de nombreux peuples pour la décolonisation. Les moyens militaires à eux seuls ne peuvent venir à bout de l'agresseur, il faut les combiner aux négociations.

Après les conférences internationales de Stockholm en 1980, de Tokyo en 1981, s'est tenue à Paris, les 5 et 6 juin, la Conférence européenne sur le Cambodge, dont l'organisation a été assurée par le Mouvement solidarité Cambodge.

La présence de personnalités internationales de renom a contribué au succès de la conférence (cf. encadré).

Dans le discours d'ouverture, Mme Lamiral a tenu à souligner la volonté des organisateurs de ne pas privilégier une composante de la résistance cambodgienne au détriment d'une autre, et de ne pas s'ingérer dans les affaires du peuple cambodgien, en particulier de ne pas distribuer de bons et de mauvais points dans le processus d'unification en cours entre les diverses composantes anti-vietnamiennes. Dépourvu de toute ambition politique, le Mouvement solidarité Cambodge rappelle le droit fondamental de tout peuple à l'indépendance. Une résolution finale a été adoptée.

Claude LIRIA

avec de nombreux Etats dans le monde : Chine, Corée du Nord, Yougoslavie, Égypte, Sénégal, Suède, Norvège, Danemark, Suisse, Espagne, Italie, Mauritanie, Togo, Soudan, etc...

L'intervention de Samir Amin s'est ensuite attachée à démontrer que la lutte des peuples afghan et cambodgien était prioritaire à l'échelle mondiale dans la lutte pour la paix et pour le socialisme.

A l'inverse de la révolution cambodgienne, les dirigeants vietnamiens ont, dès la fin des années cinquante, recopié le type d'édification économique suivie en URSS dès le début des années trente, manifestant en cela la propension des marxistes à transférer des « modèles » appli-

quant un monde où rivalisent les deux superpuissances.

Les progrès du socialisme exigent aujourd'hui une rupture avec le modèle de Moscou. Il faut aussi renforcer le front du non-alignement, ce qui implique de soutenir la lutte du Cambodge et de l'Afghanistan. L'Europe devrait y réfléchir et abandonner l'illusion de la détente.

Remerciant les organisateurs de la Conférence et les personnalités présentes, pour ce témoignage de solidarité, le représentant du gouvernement du Kampuchea démocratique, Thiounn Mumm, a fait un historique de l'agression vietnamienne au Cambodge. Il a dressé le bilan de l'offensive vietnamienne de la saison sèche, les difficultés de l'ennemi à recruter des soldats, la libération de nouveaux villages par les patriotes.

Rappelant que le Cambodge fut un des premiers pays membres des non-alignés, il a appelé à l'intensification de la solidarité internationale et de l'action diplomatique.

L'objectif des Cambodgiens est d'édifier un Cambodge indépendant, non-aligné, neutre, avec un « système parlementaire démocratique de type classique ».

Parmi d'autres orateurs — dont plusieurs Vietnamiens — citons encore un responsable du Front de libération de l'Afghanistan : « En écoutant Thiounn Mumm, j'ai cru m'entendre parler moi-

même tant notre lutte est en tout point semblable à celle du peuple cambodgien. » La présence en Afghanistan de l'armée soviétique, à 400 km à peine du Détroit d'Ormuz qui contrôle le passage des matières premières

énergétiques, est significative des ambitions de l'URSS.

Il faut soutenir sans équivoque la lutte du peuple cambodgien, a-t-il conclu avant de serrer chaleureusement la main des représentants du Kampuchea démocratique.

Le discours de clôture a été tenu par le Père Cardonnel. Le Vietnam a longtemps symbolisé la résistance au fait hégémoniste avant de devenir lui-même conquérant. L'Union soviétique finit par rejoindre, en les accentuant, les procédés de l'autre empire, les USA.

Mais il faut être confiant dans l'avènement de deux types de non-alignement, celui du Tiers Monde et celui de l'Europe.

QUELQUES PERSONNALITÉS ET ASSOCIATIONS PRÉSENTES À LA CONFÉRENCE

- des représentants du gouvernement du Kampuchea démocratique,
- des représentants des ambassades de Chine, Yougoslavie, Thaïlande,
- des représentants de la résistance afghane, des patriotes érythréens en Italie,
- des associations laotiennes et vietnamiennes,
- des associations de Cambodgiens en France, de différentes tendances,
- des associations de soutien au Cambodge de tous les pays d'Europe,
- Léo Mates, Yougoslave, fut vice-ministre des Affaires étrangères, ambassadeur de Yougoslavie aux USA, chef de la mission yougoslave à l'ONU. Actuellement membre d'honneur de l'Institut de politique et d'économie internationale de Belgrade,
- Samir Amin, économiste marxiste égyptien. Directeur en Afrique de l'Institut de l'ONU pour le développement économique et la planification. Auteur de nombreux ouvrages sur l'économie du Tiers Monde, dont dernièrement « L'avenir du maoïsme »,
- Edmond Jouve, maître de conférence à la Sorbonne. Spécialiste de droit international, membre du Tribunal permanent des peuples,
- Michèle Loi, professeur d'université,
- Jean Cardonnel, théologien, dominicain,
- Vasco de Gamma Fernandez, vice-président de l'Assemblée constituante portugaise au moment de la Révolution d'Avril. Un des fondateurs du Parti socialiste portugais. Actuellement socialiste indépendant. Deux fois président de l'Assemblée législative portugaise. Douze fois emprisonné sous le fascisme.
- Jan Myrdal, écrivain suédois,
- Jean-Pierre Pierre-Bloch, ancien député UDF.

DES MESSAGES...

De nombreux messages ont été adressés à la conférence, parmi lesquels ceux du prince Norodom Sihanouk, de Khieu Samphan, premier ministre du gouvernement du Kampuchea démocratique, du Parti social-démocrate de Lisbonne (Portugal), des résistants lao de l'intérieur, de l'Association des stagiaires et étudiants des Comores, du PCML, du président de « Justice et Paix » d'Espagne, du Comité d'organisation de la Conférence de Tokyo sur le Cambodge, d'un avocat de la Cour suprême de l'Inde.

Exprimant sa profonde déception du fait du manque de clarté du Mouvement des non-alignés, Léo Mates a conclu en soulignant l'importance de la lutte du peuple cambodgien au niveau international, car l'hégémonie d'une grande puissance sur l'Asie du Sud-Est aurait des conséquences négatives au niveau mondial.

Puis le professeur Edmond Jouve a examiné l'intervention vietnamienne sous l'angle du droit international.

Les diverses instances internationales, en particulier l'ONU et ses organismes, ont exigé à plusieurs reprises le retrait des troupes étrangères, qui devrait être suivi d'élections libres au Cambodge sous la supervision de l'ONU.

Chaque année depuis l'invasion, les votes en faveur du retrait se sont accrus, ainsi que les votes pour maintenir le siège du Kampuchea démocratique à l'ONU.

Par ailleurs, rompant avec un certain isolement diplomatique durant la période 75-78, le gouvernement du Kampuchea démocratique a multiplié ses relations

qués ailleurs. Choissant de faire payer à la paysannerie vietnamienne l'industrialisation du pays, les dirigeants vietnamiens ont appliqué le système de « livraisons obligatoires » de céréales à l'Etat, à un prix très bas. Puis, ils ont accepté de s'inscrire dans la division internationale du travail, comme en témoigne leur entrée dans le COMECON en 78, dominé par l'URSS.

Ayant ainsi abandonné la stratégie de développement basée sur l'indépendance économique et sur l'alliance ouvriers-paysans, le Vietnam en butte à de sérieuses difficultés s'est lancé dans l'expansionnisme extérieur comme une fuite en avant. Désireux de s'emparer des riches terres à riz du Cambodge et de trouver une issue au problème démographique, le Vietnam a envahi le Cambodge. Cet expansionnisme n'est pas le fruit d'un quelconque atavisme du peuple vietnamien, mais celui des difficultés intérieures du régime.

En même temps, il s'inscrit dans la stratégie militaire de l'Union soviétique, tentée par l'expansionnisme planétaire, dans



Succès de la fête de Valabre

700 personnes ont participé à la fête de *L'Humanité rouge* dans le Parc des Loisirs de Valabre près de Gardanne dans les Bouches du Rhône. Une fête résolument placée sous le signe de l'espoir. Espoir dans les luttes des forces populaires en France, espoir dans les luttes des peuples du Tiers Monde contre les deux superpuissances.

Dès 10h30, s'ouvrait le Forum « La santé n'a pas de prix : accidents du travail, maladies professionnelles ». Des travailleurs des chantiers navals de la Clotat expliquaient leur lutte pour faire éclater le scandale des maladies professionnelles à la société Gardella, spécialisée dans les travaux dangereux et dans les accidents du travail. Un forum qui prenait une résonance particulière après le grave accident survenu à Usinor-Dunkerque ce week-end. A 13h, Lucien Gaillard, auteur de « *La vie des ouvriers provençaux au XIX^e siècle* », animait le forum sur le mouvement ouvrier en Provence, il répondit avec brio aux nombreuses questions sur l'immigration au XIX^e siècle, la Commune de Marseille, les luttes dans le Bassin minier de Gardanne au siècle passé.

Vers 15h démarrait un forum sur la lutte du peuple palestinien avec Ilan Halévi, ainsi qu'un représentant de l'Association France-Palestine, un représentant de l'Association de solidarité franco-arabe et Jacques Jurquet. Forum, symbole de solidarité au moment où les troupes israéliennes entrent au Sud-Liban, s'attaquaient aux Palestiniens.

Bon nombre d'associations populaires étaient présentes : Radio Grenouille, Radio Gazelle, et bien sûr l'ASTI (Association de solidarité aux travailleurs immigrés), la CIMADE qui présentait son projet de carte de séjour de 10 ans pour les immigrés, le MRAP.

Le stand de l'Union du peuple corse voisinait avec celui de la Libre pensée. Des camarades venus du Languedoc vendaient les poupées que leur avaient confiées les ouvriers de Bella qui occupent leur usine.

Buvettes, concours de boules, tombola, connaissaient aussi un grand succès. Promenades de poney, jeux de massacre, lancer de ballons, maquillage, les enfants aussi étaient de la fête.

A partir de 11h, la scène centrale offrait un spectacle non-stop, ponctué d'annonces de Radio Valabre, théâtre des Flamands, puis des danses comoriennes, puis les chanteurs Lavigne et Barbier, enfin Daumas, le chanteur occitan.

A 16h30, Alain Castan, secrétaire régional et membre du Bureau politique du PCML, prenait la parole. Parlant de la fête, il la présentait comme l'anti-Versailles rassemblant tous ceux qui se battent pour que ce monde bouge, rassemblant tous les absents de Versailles comme les peuples du Tiers Monde, représentés à

Suite page 6

CONGRES DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT UN DEBAT CONSTRUCTIF ET OUVERT

407 délégués, venant de 69 fédérations départementales, étaient réunis à Nanterre, Salle des Congrès, du 20 au 24 mai.

Le fait pour la CNL d'être l'organisation la plus représentative dans le domaine du logement, et la seule dans de nombreuses régions, rendit les débats particulièrement intéressants, puisque tous les courants de pensée de la gauche française s'y côtoient et se sont exprimés.

La CNL est principalement organisée dans les cités HLM (3/4 des délégués ont assisté au débat de la Section nationale HLM) et la principale question la plus débattue fut le **conventionnement**.

Rappelons qu'il s'agit de la mise en application de la réforme du logement promulguée par Barre en janvier 1977 dont le principe est simple : moins d'aide à la construction sociale (c'est-à-dire des prêts à moins long terme et à plus fort taux d'intérêt, ce qui entraîne des loyers d'équilibre bien supérieurs) et davantage d'aide à la personne (APL) destinée à solvabiliser les locataires les plus démunis.

Les effets sociaux sont à l'opposé des buts proclamés par les promoteurs de cette loi : elle était soif, disant faite pour permettre à tous, y compris aux plus défavorisés, d'accéder à un logement de qualité. En réalité, elle aboutit à une ségrégation rapide : déménagement des familles qui voient leurs loyers grimper rapidement sans aide compensatrice (parce qu'elles ont deux salaires, même d'ouvriers, ou parce qu'elles ne comptent pas d'enfants, ou parce que ceux-ci sont mariés, et que les parents touchent une retraite convenable...). Ces familles sont ainsi incitées à s'installer dans des résidences privées, qui offrent pour des loyers équivalents un confort supérieur. Tandis qu'elles sont remplacées par des familles bénéficiant d'une forte APL, c'est-à-dire avec de faibles ressources et beaucoup d'enfants. Ce système crée de véritables « cités de pauvres », ou accentue ce caractère, tout en atteignant par le poids de la dépense-logement le pouvoir d'achat des travailleurs encore solvables.

Pendant le congrès, de nombreuses interventions soulignèrent les méfaits de cette réforme et le document d'orientation fut amendé dans ce sens, puisqu'y fut inclus comme objectif : **l'abrogation de la loi de janvier 1977.**

L'ATTITUDE PAR RAPPORT AU CHANGEMENT POLITIQUE

Si la condamnation de la politique menée avant le 10 mai 1981 et celle des forces qui freinent le changement firent l'unanimité, par contre l'attitude à adopter maintenant fit l'objet de discussions. Des Fédérations insistèrent sur la nécessité de la mobilisation des locataires, tant pour soutenir

les mesures gouvernementales allant dans le sens des intérêts des locataires, que pour combattre tout ce qui y est contraire et des amendements allant dans ce sens furent adoptés. D'autres Fédérations mirent l'accent sur la « CNL force de propositions », sur la nécessité de participer pleinement à toutes les commissions que l'Etat met en place ou qui existaient, mais dont la CNL était exclue.

Concrètement : la CNL a participé à des discussions avec l'Union nationale des Offices HLM et les représentants de l'Immobilier, qui ont abouti à des « accords de modération » autorisant des hausses de 5 à 7% pour 6 mois dans les HLM, et de 8 à 14% annuels pour les logements non HLM postérieurs à 1948.

Est-ce un compromis acceptable ? Les avis étaient partagés, certaines fédérations estimaient qu'il fallait maintenir le principe du blocage temporaire du loyer tant que durera la crise et que le pouvoir d'achat des travailleurs ne progressera pas. D'autres firent valoir que sans cet accord, l'Etat se refusant d'intervenir, les hausses auraient été celles prévues dans les baux, c'est-à-dire supérieures.

Ce débat a touché à la définition même de la CNL, qui peu à peu, organisation assurant la défense des usagers du logement, en vient à une pratique syndicale s'appuyant sur un rapport de forces pour négocier des accords avec les représentants de propriétaires et avec l'Etat.

LA LOI QUILLIOT

Elle a été l'objet d'interventions — surtout pour en souligner les aspects positifs — concernant la protection des locataires en droit commun (le congé n'est plus une arme absolue entre les mains des propriétaires). Il est vrai que cette loi ouvre des possibilités d'organisation collective dans ce secteur qui n'existaient pas avant.

Néanmoins les insuffisances de la loi et les reculs de la majorité parlementaire sur ce projet ont été aussi évoqués.

LA VISITE DU MINISTRE

Le moins que l'on puisse dire, c'est que son arrivée au micro fut plus applaudie que la fin de son discours. A part quelques inconditionnels, la majorité des congressistes fut déçue, même si chacun déclarait ne pas se faire d'illusions.

M. Quilliot commença par signaler « qu'il n'était pas le ministre des locataires, mais qu'il était aussi le représentant des propriétaires, des agents immobiliers... », qu'il rendait visite « à toutes les organisations des usagers du logement ». (NDLR — divers signes laissent à penser que le gouvernement est gêné par la trop grande influence de la CNL dans ce

domaine, et qu'il cherche à introduire partout un pluralisme qui n'existe pas toujours).

Il a poursuivi en se félicitant du succès du conventionnement, annonçant que des crédits nouveaux seraient débloqués pour d'autres opérations. Il insista sur le long temps qui serait nécessaire pour concevoir un autre mode de financement du logement social, ce qui laisse craindre une généralisation de l'application de la réforme Barre.

Il est resté très vague sur la limitation des poids des charges dans la quittance — et pour cause ! puisque la semaine suivante, on apprenait que la TVA sur le chauffage domestique, dont la CNL demande la suppression, passait de 17,6% à 18,6%. Seul point positif — et encore ! — : il a annoncé que les locataires auraient davantage de représentants élus dans les conseils d'administration des Offices HLM.

En conclusion, ce congrès fut très politique, la discussion très ouverte, et il aboutit à une orientation qui préserve l'indépendance de la CNL et sa capacité à organiser les locataires et les accédants pour la défense et l'extension de leurs droits, comme le montre l'appel ci-dessous adopté au congrès (voir encadré).

Les congressistes ont regretté que *Le Monde*, dont un journaliste assistait au congrès, n'ait rien dit sur ces enjeux, et ait mis l'accent sur une question de démocratie interne à la Fédération de Paris, affaire qui fut peu évoquée à la tribune comme dans les couloirs. En amalgamant la CNL et la CGT ou le PCF, cet article nuit à l'organisation des locataires sans pour autant faire progresser la démocratie dans son sein.

Un délégué au Congrès

APPEL AUX LOCATAIRES ET AUX ACCÉDANTS

Réuni à Nanterre, le 40^e Congrès de la CNL (Confédération nationale du logement) a examiné l'évolution de la situation du logement, précisé ses orientations et ses objectifs pour la période à venir.

La CNL considère que l'élection d'un nouveau président de la République et de la nouvelle majorité en mai et juin 1981, traduit la volonté de changement et l'opposition de la majorité des Français, à la politique du gouvernement précédent.

Dans le domaine du logement, les locataires et les accédants ont réagi contre l'aggravation de leurs charges, la perte de solvabilité des allocations, la multiplication des saisies et des expulsions, la réduction de la construction, la dégradation de leur cadre de vie...

En participant à la prise de conscience des locataires et des accédants, la CNL a contribué au changement.

Depuis mai 1981, de nombreuses mesures ont été prises, qui améliorent déjà la situation des usagers du logement : augmentation du SMIC et des allocations, accords de modération, efforts budgétaires en faveur de la construction et de la réhabilitation, reconnaissance de l'Institution HLM comme outil privilégié de l'action publique, rééquilibrage des relations propriétaires-locataires, reconnaissance des organisations d'usagers...

Pour l'avenir, des perspectives sont encourageantes : uniformisation des allocations, poursuite de l'effort de construction, réforme du financement.

Dans ce contexte nouveau, la CNL entend tenir toute sa place. Le changement politique n'a pas modifié sa raison d'être. Elle restera organisation de défense et de proposition porteuse de préoccupations quotidiennes et d'un programme d'ensemble cohérent.

Organisation de large rassemblement, elle est indépendante à l'égard de tous.

La CNL veut aider au changement, participer aux décisions en partenaire responsable. Elle continuera à apprécier ce qui est positif, à dénoncer les retards et à refuser les appréciations sans nuances.

La CNL n'entend ni sous-estimer, ni surestimer les conditions nouvelles en matière de logement.

Elle sait que les mesures les meilleures ne peuvent régler tous les problèmes.

Des résistances au changement existent chez les propriétaires bailleurs, les agents immobiliers, les promoteurs et leurs alliés politiques qui se sont montrés très actifs contre le projet Quilliot. Elles ne manqueront pas de se manifester lors de l'application de la loi, tant dans le secteur privé que public, y compris dans le mouvement HLM.

Tout ne viendra pas tout seul. L'action des locataires et des accédants est plus que jamais nécessaire pour vaincre ces résistances.

Tout ne viendra pas d'en haut, du simple fait que le gouvernement manifeste de bonnes intentions ou que le talent des meilleurs représentants des usagers suffit à imposer les solutions qu'ils réclament.

Tout ne viendra pas tout de suite. Néanmoins il est possible d'obtenir, dès maintenant, des résultats importants.

Il faut que les locataires et les accédants se mobilisent, qu'ils s'organisent collectivement et qu'ils recherchent les formes les plus efficaces d'action.

Au-delà des préoccupations locales, pour aider au changement, il faut qu'ils renforcent l'organisation la plus représentative dont l'audience s'est confirmée dans la période récente.

Beaucoup a été fait mais beaucoup reste à faire, tant il est vrai que les questions du cadre de vie ne trouveront jamais de solution définitive.

Contribuer à faire mieux, c'est œuvrer pour la reconnaissance d'un véritable droit à l'habitat.

De nombreux locataires et accédants connaissent la CNL, partagent ses analyses, suivent ses mots d'ordre, participent à ses luttes.

Le 40^e Congrès les appelle à rejoindre la CNL pour aider au changement.

L'HUMANITE ROUGE

Fondateur : Jacques JURQUET
 Directeur politique : Pierre BURNAND
 Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI
 Commission paritaire : N° 57952 — dépôt légal : 2^eme trimestre 1982.
 Téléphone : 16 (1) 893. 87. 16.
 Presse d'Aujourd'hui. BP 70 94223 Charenton-le-Pont Cedex

ATTENTION CHANGEMENT D'ADRESSE

Presse d'Aujourd'hui
 BP 70 — 94223
 Charenton-le-Pont
 Cedex

**POUPEES BELLA
PERPIGNAN**

**Les travailleurs
reprennent
du poil de la bête**

C'est lors d'une conférence de presse, le 7 juin, que le syndicat CGT Bella a informé la presse des nouveaux événements d'importance qui venaient de se produire. Voici ce que nous ont déclaré les responsables du syndicat :

« Nous avons appris aujourd'hui par un télégramme apporté par un huissier... que tous les travailleurs et travailleuses de Bella allaient être licenciés. Cela ne peut que confirmer nos inquiétudes sur le fameux plan Berchet. Plusieurs éléments, en effet, sont inquiétants :

— la réembauche de 320 personnes (après leur licenciement) par Berchet n'est actuellement confirmée par aucun document à notre connaissance, nous n'avons donc aucune garantie.

— la promesse d'embauche envoyée aux 245 personnes qui devaient travailler à Euromarché n'a, semble-t-il, aucune valeur juridique (pas de salaire, pas d'heures de travail ou de postes fixés);

— enfin et c'est une honte : tous ceux qui ont plus de 55 ans seront éliminés et le contrat FNE qui devait assurer leur préretraite n'étant pas signé... on leur a déconseillé de s'inscrire à l'ANPE. C'est tout simplement un scandale!

« Voilà pourquoi, aujourd'hui, malgré la longueur de la lutte et les difficultés rencontrées nous restons fermes et mobilisés. Aucune proposition concrète et sérieuse ne nous a été faite jusqu'à ce jour pour régler le problème de l'emploi. Demain 8 juin, nous passons au tribunal des référés qui doit statuer sur l'expulsion. Nous avons appelé toutes les organisations syndicales et politiques à faire pression auprès du préfet pour que l'expulsion n'ait pas lieu. Nous appelons aussi la population à venir massivement demain à 18h15 aux portes de l'usine pour empêcher, si décision était prise, notre expulsion par les forces de l'ordre. Ce n'est pas la réponse qu'il faut au problème de l'emploi aux poupées Bella. »

Actuellement, au niveau des Bella, il y a une reprise de confiance dans la lutte et les choses sont claires sur les intentions de ceux d'en face. La bagarre se mène à la fois sur le plan juridique avec un important dossier dans les mains des avocats (des erreurs ayant été commises dans les procédures) mais aussi sur le terrain avec le renforcement de la mobilisation sur l'usine dans le cadre d'une occupation plus active (reprise éventuelle de la production arrêtée depuis quelques jours). La CGT et son plan ont le soutien et la confiance de l'ensemble des travailleurs de Bella. Ceux de Bella veulent rester travailler dans l'usine et sont prêts à s'en donner les moyens.

Notre parti, pour sa part, continuera à faire connaître cette lutte (exemple : un stand à la fête de Marseille de L'Humanité rouge avec tableau d'explication et vente de poupées pour un montant de 1 500 francs) et appelle tous les travailleurs, tous les militants de la classe ouvrière à se mobiliser pour que ceux de Bella gagnent et qu'avec cette victoire se renforce le front contre le patronat qui n'a décidément pas baissé les bras.

Correspondante

**FIVES-CAIL-
BABCOCK
LILLE**

**Non aux 234
suppressions
d'emploi**

La direction de Fives-Cail-Babcock vient d'annoncer la suppression de 234 emplois auxquels il faut ajouter les contrats à durée déterminée ainsi que les intérimaires (56 ans 2 mois et plus : 153; 55 ans à 56 ans et 2 mois : 31; moins de 55 ans : 50; contrats à durée déterminée et intérimaires : 21). Les salariés touchés : 14 ingénieurs, 9 dessinateurs, 32 agents techniques, 17 agents de maîtrise, 32 employés, 130 ouvriers...

Sur ce nombre, 15% auraient droit au Fonds de l'emploi ou de la garantie de ressources.

Cela fait déjà plusieurs années que la direction générale n'investit plus dans son unité lilloise, pratiquant la sous-traitance alors qu'ici à Fives il y avait du personnel à 36 et 32 heures par semaine. Aujourd'hui, elle prétexte une baisse des commandes. Elle n'en est pas à son premier coup d'essai; déjà en 1979, il y avait eu 113 licenciements...

Il y a quelques mois, l'atelier des forges avait été définitivement fermé. Quant aux 234 suppressions d'emplois annoncées, elles représentent plus de 20% des emplois restant (dans les années 50, cette unité comptait 5 000 salariés. En 1982, on en compte plus que 1 200). Pourtant l'usine de Fives appartient à une société (Fives-Cail-Babcock) qui se porte bien. Le chiffre d'affaires de F.C.B. est passé, entre 1976 et 1980, de 1 500 à 2 500 millions de francs. Le nombre total de salariés, lui, revenait de 6 300 à 4 600 pour la même période. Les charges correspondantes (charges sociales, etc...) n'augmentaient que de 290 millions de francs à 320 millions de francs (chiffre à envoyer pour information à Yvon Getz...).

Des difficultés de commandes dit-on du côté de la direction alors que la société FCB vient d'obtenir des contrats juteux en 1980 face aux redoutables concurrents allemands et japonais (une cimenterie pour la Birmanie et une usine d'engrais clés en mains pour l'URSS).

En fait, aujourd'hui, la direction générale veut se débarrasser de ses ateliers de fabrication lillois. Elle veut déplacer ses capitaux afin d'accroître encore plus ses profits. Les travailleurs en subissent les conséquences. Quel gâchis humain! Quel gâchis matériel!

D'ailleurs, la direction en a conscience puisqu'elle a d'ores et déjà supprimé la journée porte-ouverte prévue dans le cadre des fêtes de Lille.

Les travailleurs ne peuvent accepter de tels faits. Ce lundi, les syndicats appelaient à une assemblée générale à laquelle ont assisté plusieurs centaines de travailleurs. On y a préparé la riposte. Le PCML a remis un message de soutien.

Aujourd'hui, à Fives-Cail-Babcock le changement passe par le refus de toute suppression d'emploi. Affaire à suivre...

Correspondant Lille

**DELEGATION CHINOISE
AU CONGRES CFDT**

**«LES DIFFERENTS SYNDICATS
DOIVENT SE RESPECTER
ET S'APPRENDRE MUTUELLEMENT»**

Au 39^e Congrès de la CFDT, fin mai, à Metz, parmi les nombreuses (près de 50) délégations syndicales étrangères, il y avait pour la première fois une délégation de la Fédération des syndicats de Chine : Huang Minwei, vice-président de la FSC et Jiqian du secteur international.

Cette délégation avait assisté au récent congrès du DGB allemand et assistera la semaine prochaine à celui de la CGT.

Parmi les questions auxquelles il a bien voulu répondre (*) lors d'un entretien très amical, Huang Minwei a restitué cet événement et en a éclairé la signification.

Il tenait d'abord à faire un bref tableau de la situation politique et économique en Chine, «bonne depuis la 3^e session plénière du CC du PCC, fin 1978», «faite d'unité, de stabilité sur le plan politique (une des meilleures périodes depuis la fondation de la République populaire de Chine)», «en progrès et en développement sur le plan économique» (5,7% d'augmentation de la production en 1981 par rapport à 1980, 4,1% pour l'industrie; un plan prévoyant une croissance de 4% pour 1982, probablement 5% d'après les résultats des premiers mois de 1982).

« Dans les trois dernières années les conditions de vie du peuple se sont sensiblement améliorées : l'Etat y consacre 140 milliards de yuans. Les salaires ont augmenté de 25,1% en moyenne. »

« Nous allons beaucoup travailler dans les années à venir pour faire de la Chine un pays socialiste hautement démocratique, civilisé, doté d'une agriculture, d'une industrie, de sciences et techniques, d'une défense modernes. »

« Pour construire le socialisme — poursuit Huang Minwei — nous avons besoin d'un environnement international de paix. Il faut lutter contre l'agression, l'expansionnisme, l'hégémonisme. C'est pourquoi les syndicats chinois sont en faveur de développer les contacts, la solidarité, avec les syndicats et travailleurs du monde entier. »

« Ils développent des contacts, relations, avec des syndicats du monde entier, sur une base d'indépendance, d'égalité, de respect mutuel, quelles que soient leur tendance, affiliation internationale. »

« C'est dans cet esprit que je suis venu au congrès du DGB, de la CFDT et que j'irai au congrès de la CGT. »

« Il y a un dicton chinois qui dit "Tous les travailleurs du monde appartiennent à la même famille". Nous avons toujours pensé que les justes luttes menées par les travailleurs des différents pays se soutiennent mutuellement. A notre avis, l'échange d'informations, d'opinions, entre divers syndicats du monde sont utiles. »

« Nous pensons aussi que toutes les organisations syndicales dans le monde sont égales; les syndicats chinois ont établi des contacts amicaux avec des grandes organisations et

aussi des petites. Pour l'Europe nous avons établi des contacts avec des syndicats de France, d'Angleterre, de RFA, de Belgique, du Luxembourg. »

« Les différents syndicats doivent se respecter et s'apprendre mutuellement : cela est bénéfique à la grande solidarité des travailleurs du monde entier. »

Propos recueillis par
Gilles CARPENTIER

(*) Nous reviendrons ultérieurement sur d'autres questions abordées concernant le bilan de 30 ans d'expérience des syndicats chinois et leurs tâches et fonctions actuelles.



HUANG MINWEI AVEC EDMOND MAIRE

Huang Minwei est un syndicaliste de longue expérience. Né dans une famille ouvrière (« Mon père, mes deux frères, ma sœur travaillaient et avec cela on ne pouvait joindre les deux bouts »), il dut quitter sa famille à l'âge de 14 ans : il entra comme ouvrier dans une centrale hydro-électrique du Nord-Est de la Chine. Il en est licencié en 1931 à la suite d'une lutte et reste un an sans travail. Entré au PCC, il participe sous sa direction à la guerre anti-japonaise. Après la libération, son travail syndical le conduit à des responsabilités locales puis nationales : il est élu président de la Fédération des travailleurs de l'électricité en 1956 (il vient d'ailleurs cette année et à ce titre en France; la FSC était encore affiliée à la FSM). C'est au IX^e Congrès de la FSC, en 1978, qu'il est élu vice-président.

Suite de la page 5

Valabre par de nombreuses associations. Un Versailles où il ne manquait plus que Brejnev, alors qu'à Valabre on trouvait en bonne place le Comité Afghanistan et le Comité de solidarité à Solidarnosc. Il évoquait ensuite la lutte pour que passe

le changement, les problèmes de l'unité syndicale, ainsi que les perspectives à plus long terme.

La soirée s'est terminée par le récital de Gilles Servat, toujours aussi chaleureux, suivi du ballet animé par le Bastringue de la Haute-Vallée du Var et la paëlla aux chandelles.

**ORGANISATIONS OU ASSOCIATIONS PRÉSENTES
DANS LES DIFFÉRENTS STANDS**

Le Comité Salvador de Manosque. L'ASPAL (Association de solidarité avec les paysans d'Amérique latine). Les Etudiants erythréens. L'ASEC (Comores). L'Union des travailleurs comoriens. Le Comité Haïti. L'Association France-Palestine. Le Comité Palestine de Montpellier. L'ASTA. Les Amitiés Franco-chinoises. Le Mouvement Solidarité Cambodge. Le Comité Afghanistan. Le Comité de soutien aux emprisonnés politiques irlandais. Le Comité de solidarité à Solidarnosc. Le MRAP. La CIMADE. La Libre pensée. L'Union du peuple corse. L'ASTI. Radio Grenouille. Radio Gazelle.

**« I MUVRINI »
EN RÉGION PARISIENNE**

Six jeunes Corsés qui poursuivent un but identique : sauvegarder et promouvoir la culture nationale corse. Paghjelle polyphoniques, chants de guerre ou chants d'amour, quand ils chantent hors de Corse, ils veulent être en quelque sorte des ambassadeurs d'une culture longtemps écartée mais aujourd'hui en pleine renaissance grâce aux jeunes nation-

listes et au mouvement culturel. A la fois pour montrer votre solidarité avec la lutte du peuple corse et pour passer un excellent moment, venez écouter leurs voix et leurs guitares à l'unique concert qu'ils donnent en région parisienne :

Salle des fêtes de Massy
vendredi 11 juin à 20h30
Halles du marché couvert des graviers
rue Jean Jaurès

Boris DUROC

41e CONGRES DE LA CGT

Des questions à débattre :
situation et tâches internationales

Dans notre dernier numéro, après avoir présenté les principales orientations en débat dans la CGT à l'occasion de son 41e Congrès, qui se tiendra la semaine prochaine, nous avons publié quelques remarques et points de vue sur la partie du projet de document d'orientation consacrée à l'attitude à avoir par rapport au gouvernement et au patronat dans la situation actuelle.

Nous abordons aujourd'hui l'analyse faite dans le document préparatoire sur l'analyse de la situation internationale et les tâches de la CGT pour la coopération internationale et dans le mouvement syndical international. Nous présentons d'abord un résumé du document.

LA SITUATION
MONDIALE

« Le monde avance dans le bon sens, le rapport de forces mondial évolue au détriment de l'impérialisme et à l'avantage des forces sociales et progressistes. Fondamentalement la lutte des classes à l'échelle mondiale qui détermine la situation internationale est caractérisée par l'affrontement qui oppose les forces de progrès, la classe ouvrière des pays capitalistes, le socialisme tel qu'il existe, les mouvements de libération nationale et l'impérialisme. »

Le document décrit longuement ces différents aspects. En ce qui concerne les pays socialistes, il écrit : « La socialisation des moyens de production et la place donnée aux travailleurs ont conduit à la réalisation de progrès décisifs et répondu en grande partie aux aspirations d'équité et de justice sociale de leur population (...). Ils ont mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et remédié à leurs problèmes d'emploi. Leur développement a contribué tout particulièrement à la modification des forces dans le monde en faveur de la paix et du progrès. »

Après avoir rappelé que « des fautes ont été commises, des problèmes, des contradictions et des difficultés sont apparues qui découlent selon nous des progrès de la société et de l'émergence de besoins nouveaux et objectifs », que « les atteintes caractérisées aux droits et libertés individuels sont inacceptables et en contradiction avec les principes et les objectifs du socialisme », et que « des changements apparaissent qui marquent une volonté réelle de résoudre ces problèmes sur la base des conceptions fondamentales du socialisme », le rapport consacre quatre lignes à la Pologne : « La situation qui s'est créée en Pologne est significative à cet égard. Elle témoigne de ces problèmes et de ces difficultés, des insuffisances et même des erreurs commises, nées au cours de l'évolution indiscutable de ce pays, ainsi que des conséquences de surenchères qui ont conduit ce pays jusqu'au risque d'une guerre civile. »

LA COOPERATION
INTERNATIONALE

Le projet de document d'orientation se prononce ensuite pour une nouvelle coopération internationale, pour un nouveau type de développement, pour une coopération internationale nouvelle, « dégagée de tout esprit de subordination et hors des vieux schémas de type néo-colonial ». « Il faut dans tous les pays, quel que soit leur système social, développer la production à partir des réalités, des options et des intérêts nationaux. »

Le document précise que « les

changements intervenus en France peuvent aider à engager ce nouveau type de coopération, à transformer radicalement les relations entre Etats sur des bases bilatérales ou multilatérales. Le sens de la politique française avec la gauche au pouvoir, les nationalisations et la politique industrielle qu'elles induisent et les répercussions extérieures notamment sur les sociétés transnationales, la politique générale de relance, les réformes démocratiques et les droits nouveaux obtenus par les travailleurs sont de nature à favoriser ces objectifs. »

En ce qui concerne l'Europe, le projet rappelle l'opposition de la CGT « à toute intégration qui pourrait conduire à l'abandon de la souveraineté nationale comme à tout élargissement qui conduirait à accentuer les déséquilibres économiques et sociaux, à renforcer le poids des intérêts monopolistes et à aggraver les difficultés dans les secteurs industriels et agricoles ainsi que les régions les plus sensibles à la crise. »

Après avoir rappelé que « la CGT se place aux côtés de tous les travailleurs et de tous les peuples en lutte pour conquérir ou consolider leur indépendance économique et politique », et la solidarité avec les travailleurs des pays capitalistes, les pays en voie de développement et son « devoir d'intervenir partout où les droits de l'homme et les libertés sont menacés ou bafoués, quel que soit le pays où ils le seraient », le document écrit : « La CGT soutient le droit à l'auto-détermination des DOM-TOM et leur apporte sa solidarité pour changer la nature des liens qui les unissent à la France, pour se dégager de l'emprise coloniale que maintient le statut départemental. »

LA CGT
ET LE MOUVEMENT
SYNDICAL
INTERNATIONAL

Cette partie du rapport est essentiellement consacrée aux rapports de la CGT avec la FSM (Fédération syndicale mondiale) et à la confirmation de sa demande d'adhésion à la CES (Confédération européenne des syndicats), pour « faire avancer en Europe des revendications et des solutions à partir des succès obtenus et des orientations prises au plan national » et en apportant « une contribution loyale et dans l'esprit des formes convenues et des décisions démocratiques retenues par cette Confédération européenne ».

Le document rappelle que « la FSM a beaucoup de mal à s'adapter aux réalités contemporaines qui exigent des transformations profondes dans sa conception, son comportement, son activité », que « l'esprit nouveau qui a animé le Xe Congrès (de la Havane) doit se traduire désormais dans les actes et dans toute l'activité de la FSM »,

et « réaffirme que le renouveau nécessaire de la FSM passe notamment par une indépendance totale à l'égard des partis et des gouvernements, quels qu'ils soient ».

Parlant des syndicats des pays socialistes, le rapport précise : « En toute hypothèse, la CGT considère que le syndicat ne peut être une simple chambre d'enregistrement des décisions prises ailleurs. Le syndicat selon nous doit toujours se situer comme une force de proposition, de discussion et même de contestation et d'action lorsque cela est nécessaire, même dans un pays socialiste. C'est pour avoir renoncé dans les faits à cette prérogative fondamentale que les syndicats polonais se sont trouvés plongés dans la crise profonde au mois d'août 1980. »

A PROPOS
DE LA THESE
DES DEUX CAMPS

C'est sur l'analyse de la situation internationale, faite dans le projet de document d'orientation, et qui sous-tend la définition des tâches de la CGT, que nous voudrions faire quelques remarques. Cette analyse découpe le monde en deux camps : d'un côté les « forces de progrès », c'est-à-dire les pays socialistes, la classe ouvrière des pays capitalistes et les mouvements de libération nationale et de l'autre l'impérialisme.

Cette classification correspond-elle bien à la réalité, aux faits ? D'abord, quand on parle des pays socialistes, nous ne pensons pas qu'on puisse considérer comme force de progrès un pays comme l'URSS, qui fait la guerre à des peuples comme en Afghanistan, en Erythrée, au Cambodge ; qui a envahi la Tchécoslovaquie en 1968 et qui y poursuit la « présence temporaire » ; qui a étendu un réseau de bases et sa flotte aux quatre coins de la planète ; qui, au nom de la division internationale du travail, de l'intégration économique et de la souveraineté limitée des Etats socialistes, exerce une domination économique, politique et militaire sur les pays de l'Est, source principale des difficultés que rencontre un pays comme la Pologne ; un pays qui a été massivement condamné par l'ONU et le Mouvement des non-alignés pour son intervention et son occupation de l'Afghanistan. Ces faits, et bien d'autres qu'il serait trop long de citer ici, nous font dire que l'URSS, hier espoir de tous, n'est plus socialiste mais impérialiste et rivalise avec l'impérialisme américain pour s'assurer l'hégémonie mondiale.

Ces faits conduisent à refuser de placer dans le même camp la classe ouvrière des pays capitalistes ainsi que le Tiers Monde et l'URSS, de considérer leurs intérêts comme convergents.

En fait, l'analyse des contradictions de classe à l'échelle mondiale nous

conduit à considérer le monde d'aujourd'hui divisé non en deux camps, mais en trois forces contradictoires et liées entre elles :

— les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, qui rivalisent par tous les moyens pour s'assurer l'hégémonie mondiale, cherchent à placer sous leur contrôle les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et malmènent les pays capitalistes intermédiaires comme ceux d'Europe ;

— le Tiers Monde, composé des pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui luttent pour sauvegarder leur indépendance politique, conquérir leur indépendance économique, en s'opposant aux tentatives de domination impérialistes des deux superpuissances et aussi aux menées néo-colonialistes des autres pays développés ;

— les pays capitalistes d'Europe, le Japon, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, situés entre les deux superpuissances et les pays en voie de développement. Ils sont victimes, à des degrés divers, des pressions et menaces de l'une ou l'autre des superpuissances et maintiennent en même temps des rapports impérialistes, sous des formes diverses, avec les pays du Tiers Monde.

Une telle analyse permet non seulement de comprendre les évolutions de la situation internationale, mais aussi de s'orienter, de définir quels sont les amis et ennemis des travailleurs de France, de voir les dangers, et en particulier, celui qui va croissant d'une troisième guerre mondiale impérialiste provenant de la rivalité des deux superpuissances.

Cette analyse permet, par exemple, de comprendre les événements de Pologne depuis l'été 1980. Dès le début, en effet, la propagande soviétique a qualifié les travailleurs polonais d'éléments antisocialistes et contre-révolutionnaires. L'URSS n'a cessé ensuite de faire pression pour que le mouvement ouvrier polonais soit écrasé par la force. C'est ainsi qu'à l'issue du XXVIe Congrès du PCUS les membres du gouvernement polonais ont été convoqués à Moscou et mis en accusation pour leur manque de fermeté. En fait, les dirigeants soviétiques voyaient une menace intolérable dans le mouvement ouvrier polonais : le risque de remise en cause de la domination soviétique sur la Pologne. Ecrasez vous-mêmes Solidarité ou bien ce sont les troupes du Pacte de Varsovie qui le feront : tel est le choix que les dirigeants de Moscou ont présenté aux dirigeants polonais.

Nous ne pensons pas que les mesures prises en Pologne par le général Jaryzelski sont compatibles avec le socialisme. Ce qui s'est passé, et se passe en Pologne depuis 6 mois, ne peut qu'inciter à débattre et à approfondir tant l'analyse de la situation internationale que les tâches anti-impérialistes des travailleurs dans notre pays. Tel est le sens des quelques points de vue, bien rapides, que nous venons de développer.

TALBOT

Là aussi, ils sont debout

Talbot-Poissy. Voilà une semaine que la lutte a commencé. Après Citroën, les O.S. de Talbot se sont dressés « pour la liberté, pour la dignité », pour des salaires décents, des conditions de travail plus acceptables... contre le système CSL, les humiliations, les vexations, les violences endurées des années.

Poissy, c'est le berceau de ce système. Il y sévit depuis plus de 30 ans. C'était alors Simca et la CFT : seuls les noms avaient changé.

« Les nervis, les mouchards, c'est fini! »

« Les couscous, les pastis, les tapis : les cadeaux, c'est fini! »

« La CSL à la poubelle! ».

A travers les mots d'ordre, scandés par les 3 000 qui manifestaient lundi dans Poissy, jusque dans les cités où ils vivent pour certains, ils le décrivaient bien, ce système, présent dans l'usine et aussi dans ces cités, dans les foyers...

Les voitures détruites : parce que c'est celle de Nora Tréhel (la secrétaire de la CGT), parce que c'est la voiture sono du syndicat... On a vu ça ces derniers jours. Alors on imagine le reste! Les coups portés à un militant, un soir... Les sonnettes tirées la nuit, les intimidations...

Cela fait des années que des hommes résistent, luttent, s'organisent, organisent.

« On attendait ce jour depuis longtemps ».

Ce travail patient, difficile, très difficile, l'a préparé. Et il y a eu Billancourt, Flins, « le ras-le-bol des O.S. ». Et il y a eu surtout Citroën, au système parfaitement semblable, la victoire d'Aulnay.

Dans ces cas, il n'y avait pas eu à faire face, en plus des « nervis, des mouchards », aux forces de l'ordre. Elles n'étaient pas venues prêter main forte aux patrons, à leurs hommes de main.

Il y avait eu le 10 mai 1981 ; le gouvernement avait changé...

A Talbot, le système est tellement pesant, incrusté... après 30 ans, il y en a des hommes qui lui doivent leur bonne place! Lorsqu'au lendemain de la victoire d'Aulnay, ça a commencé à Poissy, les dirigeants de Talbot ont cru qu'ils pourraient briser par la force le mouvement naissant qu'ils n'avaient pourtant pas pu empêcher par les intimidations redoublées pendant la lutte à Citroën. Ils ont lancé leurs troupes à l'assaut, chef du personnel en tête : ce n'est pas rien! Les travailleurs, par la vigueur de leur riposte, ont transformé l'opération en fiasco.

Il n'était plus question, le lendemain vendredi, de déloger par la force la masse des occupants du B3 (le montage). Bilan de l'opération : le mouvement des grévistes en sortait sensiblement renforcé. Les bruits complaisamment répandus sur les « commandos d'hommes de main de la CGT », de leurs prétendues casses dans les ateliers, faisaient chou-blanc, tandis que les « militants » de la CSL témoignaient,



eux, clairement d'où venait la violence.

La direction était contrainte d'accepter la négociation.

L'usine fermée lundi, soit dit pour réparer les dégats, témoignait de la défaite subie sur ce terrain.

Ce mardi matin, le ton avait bien changé. Les travailleurs n'avaient pas à bagarrer pour que la presse puisse entrer.

Les gros bras de la CSL, en petits groupes presque discrets, n'étaient pas menaçants à l'arrivée des cars, face aux diffuseurs de tracts...

Il faut dire que dès leur arrivée, la combativité des travailleurs sautait aux yeux et aux oreilles! Au B3, la maîtrise, présente en cas d'une éventuelle (!) reprise, disparaissait au bout de quelques minutes, le temps qu'une banderole barre la travée et que se massent derrière elle des centaines de travailleurs.

De même, devant le petit cortège qui, par la suite, circula d'un bâtiment à l'autre, les partisans du syndicalisme « libre » évitaient visiblement le contact : non que l'envie leur en manque (à laisser traîner l'oreille auprès d'eux, on pouvait s'en rendre compte), mais plus sûrement parce qu'ils en avaient reçu la consigne (d'ailleurs un petit groupe tenta bien une provocation, dans un coin reculé, vite interrompue par la simple présence d'un photographe).

De toute évidence, la direction voulait qu'il soit clair que s'il y avait violence, ce ne serait pas de son fait. Et du coup, il n'y a pas eu de violence... Preuve supplémentaire que quand il y en a, elle ne vient pas des travailleurs.

Lors du meeting tenu vers 9 heures entre le B3 et le B2, les responsables syndicaux (CGT et CFDT sont ensemble dans cette lutte) commentaient l'insuffisance des résultats des premières seize heures de discussion, signalaient l'entrée dans le mouvement d'employés et de professionnels (les chaînes où travaillent quasi-uniquement des immigrés et qui sont le cœur de la lutte ne sont pas toute l'usine : certains ateliers regroupent essentiellement des professionnels moins touchés par le système CSL); ils annonçaient la manifestation unitaire le mercredi à 17h30 à Poissy et se préparaient pour certains à repartir aux négociations où, faisaient-ils remarquer, seules les délégations CGT et CFDT comportent des immigrés. Ils appelaient à poursuivre la lutte, rester dans l'usine, renforcer l'union et l'action.

La CGT annonçait pour sa part plus de 1 500 nouveaux syndiqués depuis le début du conflit.

Un fait, parmi les autres, qui permet d'être sûr que, quelles que soient les péripéties à venir, à Talbot aussi, rien ne sera plus comme avant. Liberté et dignité pour les travailleurs entreront aussi à Talbot!

Gilles CARPENTIER